

Les Possibles — No. 02 Hiver 2013-2014

Revue des revues, introduction

vendredi 21 février 2014, par Jacques Cossart

Les articles de cette « revue des revues » font tous référence aux biens publics mondiaux (BPM). Quelle que soit la dénomination adoptée pour évoquer les biens publics – communs, biens communs, collectifs, ou autre ils présentent une caractéristique majeure : ils doivent demeurer inaccessibles aux marchés. Ajouter le terme « mondial » n'est pas anodin ; c'est, d'une part, affirmer que tous ces biens, ou services, doivent, pour remplir pleinement le rôle attendu, être organisés au niveau mondial, d'autre part que leur financement – sans lequel il n'y aura pas de BPM – doit s'envisager dans un cadre international coordonné. Il va de soi que ce caractère ne signifie pas que leur déclinaison ne pourrait pas être locale, nationale ou régionale.

Ils doivent permettre à la fois de garantir la meilleure vie possible pour les sept milliards d'êtres humains d'aujourd'hui, en même temps, que la préservation de la planète qui autorisera les générations futures à jouir d'une vie humaine satisfaisante.

Il s'agit donc d'une construction sociale bâtie à partir de la démocratie, qui doit constituer l'armature et la substance du processus. Les BPM, ainsi définis par les citoyens, seront sans doute de plus en plus nombreux. On pense, évidemment, à la santé, l'éducation, l'environnement, l'accès à l'eau, à l'énergie, à

l'alimentation, à la connaissance, mais aussi à la paix, etc. On voit mal comment l'ONU, à laquelle des réformes substantielles devront être apportées, pourrait être tenue à l'écart.

La mise en œuvre d'un tel processus exigera d'importantes ressources qu'il convient de définir et de rassembler.

Vaste utopie, diront certains. Peut-être, mais si les êtres humains ne savent pas la transformer en réalité, alors on peut craindre pour leur survie !